

La langue comme problème urbain : le guarani à la campagne et dans l'espace public de la ville¹

Carolina Rodríguez-Alcalá

Laboratório de Estudos Urbanos

Universidade Estadual de Campinas, UNICAMP

Brésil

I. CONSIDÉRATIONS PRÉLIMINAIRES :

LANGUE, CULTURE ET CIVILISATION EN AMÉRIQUE LATINE

De nos jours, une des questions cruciales qui se posent pour comprendre le statut d'une langue est de situer son fonctionnement dans le processus croissant d'urbanisation qui caractérise la constitution et la consolidation des États nationaux modernes. Il existe actuellement une surdétermination de la ville par rapport à la campagne et de l'État national par rapport à tout autre mode d'organisation politique des sociétés, puisque même les sociétés sans État, comme les sociétés indigènes, ont un statut juridique dans les États nationaux sur le territoire

1. Ce texte fait partie du projet de recherche *O Sentido Público no Espaço Urbano* (Le sens public dans l'espace urbain), développé entre 1997 et 2000 au *Laboratório de Estudos Urbanos da Universidade Estadual de Campinas* - UNICAMP, avec le soutien financier de la *Fundação de Amparo à Pesquisa do Estado de São Paulo* - FAPESP. Une version antérieure de ce texte a été publiée sous le titre « A Língua Urbana : O Guarani no Espaço Público da Cidade » (voir Rodríguez-Alcalá 2001c).

Je voudrais remercier Valeria Vázquez, Gabriela Walder et la *Fundación Alianza*, tout particulièrement Waldina Sotto, pour les discussions sur la Réforme éducative et pour m'avoir cédé du matériel bibliographique. Je remercie également Sonia Branca-Rosoff, Bernard Bosredon, Sylvain Auroux et Brigitte Auroux pour leurs commentaires sur ce texte.

desquels elles sont établies (Orlandi 1999). Ce fait politique a un impact direct sur les phénomènes culturels et linguistiques, gérés selon les besoins créés par le fonctionnement de l'appareil juridico-administratif de ces États et par les relations instituées entre eux.

Quand il s'agit de langues indigènes en Amérique latine, ce problème mobilise nécessairement certaines relations historiquement établies entre les notions de *civilisation* et de *culture*. La *civilisation* en Amérique latine, au sens étymologique de *constitution de villes*, réalisée à partir des modèles urbains européens, coïncide avec la désagrégation des cultures locales, indigènes, considérées comme *non civilisées* – cette fois au sens dominant depuis le XIX^e siècle, de *non évoluées* donc *inférieures* (voir Rodríguez-Alcalá 2001b). La polysémie du terme *civilisation*, telle qu'elle apparaît dans les discours de la colonisation, produit un amalgame caractéristique dans la compréhension de cette réalité culturelle et urbaine. *Civilisé* signifie en même temps *évolué* (*supérieur*) et *urbain*. Or, les cultures indigènes sont exclues de ces deux sens du terme, ce qui veut dire que, comme elles sont considérées comme non civilisées (primitives, inférieures), les cultures (langues) indigènes sont exclues de la civilisation (constitution des villes).

Or la situation actuelle du guarani au Paraguay – objet de notre travail – semble échapper à cette règle, puisque la langue d'origine indigène continue de nos jours à être une langue absolument majoritaire, non seulement à la campagne, où elle prédomine de manière absolue, mais encore dans les villes, où sa présence est évidente dans les rues, bars, magasins, comme dans les médias. En 1992, lors de la promulgation de la dernière Constitution nationale, le guarani a même été déclaré langue d'État, aux côtés de l'espagnol.

Au Paraguay, cette forte présence du guarani dans la société est un thème de discussion qui suscite fréquemment des positions radicales, comme on a pu l'observer lors du processus d'officialisation de cette langue, qui a provoqué des polémiques passionnées, aussi bien au Congrès National que dans les journaux². L'institution du guarani

2. Pour une analyse des débats autour de ce thème, voir Gabriela Zuccolillo, *Lengua y nación : el rol de las elites morales en la oficialización del guaraní en 1992*. (Langue et

comme langue d'État a constitué, pour de nombreux partisans de ce projet, un "geste" pour réparer les injustices envers la grande majorité du peuple, qui parle guarani, et tout particulièrement envers les monolingues, qui représentent une part de la société systématiquement marginalisée par le pouvoir public (bien que, au Paraguay, comme nous le verrons plus loin, les frontières linguistiques ne coïncident pas exactement avec les frontières sociales et bien que le guarani puisse être parlé également par les élites). Ceux qui s'opposaient au projet ont très souvent été accusés de reproduire les préjugés classiques selon lesquels la langue indigène est *inférieure* et *incapable* d'exercer les fonctions d'une langue *civilisée*.

Dans ce travail, nous voulons situer le nouveau statut légal du guarani dans une perspective historique et cerner quelques-unes des difficultés qu'affronte la politique linguistique actuelle. Nous ne cherchons pas à assumer une position militante pour ou contre les mesures adoptées, mais plutôt à trouver une définition équilibrée qui évite certains des syllogismes hâtifs qui caractérisent souvent les discours sur la langue. Nous nous opposons aussi bien à la posture ouvertement raciste, qui souligne l'*incapacité* de la langue indigène à traiter de la réalité du monde moderne, qu'aux nombreux discours qui, pour critiquer cette posture, attribuent au guarani une *expressivité exceptionnelle* et une *grande capacité d'adaptation* aux situations nouvelles. En fait, ces derniers ne font que reproduire – de façon bien intentionnée – le paramètre raciste qui définit la langue en termes de *capacités ontologiques* (voir Rodríguez-Alcalá 2000). Le statut actuel du guarani et les restrictions imposées à son fonctionnement dans la société ne doivent pas être compris comme un problème de *capacité intrinsèque* de la langue, mais bien plutôt comme le résultat d'un processus historique qui, depuis pratiquement cinq siècles, a déterminé – et limité – sa survie. À nos yeux, pour élaborer des politiques justes et efficaces, il est fondamental de comprendre ce processus historique.

nation : le rôle des élites morales dans l'officialisation du guarani en 1992). Thèse de *Licenciatura* en Sciences anthropologiques soutenue à la Faculté de Philosophie et Lettres de l'Université de Buenos Aires en octobre 2000.

En termes historiques, une des questions fondamentales est, justement, de comprendre le statut urbain; autrement dit : le guarani est-il une langue urbaine? Répondre à cette question entraîne, à son tour, une série de difficultés, comme la définition même de *langue urbaine* – et, en dernière instance, d'*urbain*. Ces définitions sont un thème de discussion dans les différentes sciences humaines qui traitent de la problématique des villes.

Nous proposons donc d'aborder la question du guarani à partir de la distinction public/privé, pour ne pas limiter notre discussion aux critères géographiques (langue parlée essentiellement en milieu rural ou en milieu urbain) ou aux critères de "contenu" (langue liée à des thèmes de la campagne, du folklore, etc.) – même si ceux-ci seront également abordés. Si « habiter dans une ville signifie participer à une certaine forme de vie publique » (Rolnik 1998), notre objet sera, en dernière instance, d'essayer de comprendre le "caractère public" de la langue et le mode spécifique selon lequel, à travers elle, les habitants de la ville sont "interpellés" comme s'inscrivant dans les différentes pratiques urbaines.

Nous commencerons par un bref panorama historique de la situation linguistique paraguayenne, pour déterminer le statut urbain du guarani à partir des critères mentionnés et pour analyser comment les mesures adoptées à partir de son nouveau statut légal interviennent dans cet état de fait.

2. UN PEU D'HISTOIRE

Au Paraguay, le guarani constitue une langue dominante, parlée par environ 90 % de la population. Dans les zones rurales, sa prédominance sur l'espagnol est absolue³; dans les grandes villes de province et dans la capitale, il est également fortement présent dans les conversations de rue, dans les magasins, dans les bars, dans les programmes de radio, de télévision et dans les journaux, revues et autres publications. Au Paraguay – contrairement à d'autres régions

3. Nous nous concentrerons, pour l'instant, sur la situation du guarani face à l'espagnol et ne prendrons donc pas en considération l'importante présence d'autres langues dans quelques parties du pays, qui sera commentée plus bas.

latino-américaines où sont encore parlées des langues indigènes limitées aux zones rurales, aux groupes d'Indiens qui survivent et aux minorités métisses les plus pauvres – le guarani n'est pas seulement une langue d'Indiens et de ruraux, mais également une langue de la ville, parlée par les classes moyennes (d'origine métisse ou descendantes d'immigrants européens, asiatiques, etc.) dans les pratiques citadines les plus diverses.

Cette situation résulte des conditions historiques particulières du processus de colonisation dans la région⁴. Dès le XVI^e siècle, deux ou trois décennies après la fondation d'Asunción (cœur du futur pays), en 1537, le guarani constituait la langue dominante, non seulement parmi les autochtones mais encore parmi les conquérants espagnols et leurs enfants métis, nés de leur union avec des Indiennes⁵.

Néanmoins, la société qui va se forger alors n'est pas une société bilingue espagnol-guarani, mais une société majoritairement monolingue guarani (voir Melià 1992 : 58). Cette situation perdurera pendant toute la période coloniale, au point qu'un gouverneur, à la veille du XIX^e siècle, après presque trois siècles de colonisation espagnole a pu affirmer :

Par une infortune fatale et d'autres causes qu'il ne convient pas de citer ici, nous sommes arrivés à cet extrême que la langue du peuple conquis domine et fait la loi auprès du conquérant [...]. (Lázaro de Ribera 1797 *apud* Melià 1992 : 107) ⁶.

Tous les témoignages de l'époque coloniale attestent la prépondérance absolue du guarani et l'implantation très précaire de l'espa-

4. L'absence de métaux dans la région, son isolement des grands centres coloniaux hispaniques, sa situation au milieu des terres et en marge des grandes routes continentales du commerce, ont fait qu'elle n'a bénéficié, ni de l'exploitation des mines, ni des activités marchandes des villes du littoral, ni de celle d'autres villes de province qui ont réussi à insérer leurs activités agropastorales dans le circuit d'approvisionnement des centres miniers du nord et sont ainsi parvenues à un certain épanouissement. La région n'a donc présenté que peu d'intérêt pour de nouveaux flux d'immigration européenne.

5. Ces derniers, en quelques années, étaient six fois plus nombreux que les Espagnols, situation qui a amené un chroniqueur à affirmer, en 1585 : « il ne reste plus ici que quelques-uns des premiers arrivants » (voir Melià 1992 : 54).

6. Toutes les traductions de citations ont été réalisées par l'auteur à partir des originaux en espagnol.

gnol, même parmi les colonisateurs et leurs descendants. Voici ce qu'en dit un père jésuite du XVIII^e siècle :

[...] dans les juridictions de ces villes, de nombreuses femmes, même parmi les élites espagnoles, ne parlent pas le castillan; ou le parlent très mal, et les hommes espagnols le parlent extrêmement mal. (Voir Melià 1992 : 100)

ou encore le gouverneur Pinedo, en 1777 :

[...] dans toute cette Province les autochtones parlent la langue guarani [...] alors qu'ils ne comprennent même pas moyennement la langue castillane. (Voir Melià 1992 : 108)

Cette situation se poursuit au long du XIX^e siècle, y compris pendant la période postérieure à l'indépendance vis-à-vis de l'Espagne, en 1811. Selon Melià, jusqu'à la guerre de la Triple Alliance (Brésil, Argentine et Uruguay), également connue comme Guerre du Paraguay (1865-1870), le Paraguay était un pays où le guarani était la seule langue en tant que "fait social national" (voir Melià 1992 : 165). De fait, les voyageurs et commerçants évoquent pendant une bonne partie du XIX^e siècle, la « substitution presque complète » du guarani à l'espagnol, situation généralisée à la campagne mais également observable à Asunción, y compris parmi l'élite sociale. Selon leurs témoignages, l'espagnol était « parlé et compris uniquement par les personnes les plus cultivées » (voir Azara *apud* Melià 1992 : 108) – ce qui généralement excluait les femmes, qui n'étaient pas scolarisées – et utilisé, essentiellement, dans l'administration publique et avec les étrangers :

Il est commun, à la campagne, que les personnes ne comprennent et ne parlent que le guarani, à l'exception des fonctionnaires publics ou de qui a reçu une certaine éducation [...]. Bien que cela semble bizarre, et bien que le père (Don Juan Bautista Rivarola) soit, pour ce pays, un homme instruit, qui a failli être nommé président, ni sa femme, ni ses filles ne parlaient espagnol. (Munck/1843-1869/*apud* Melià 1992 : 162)

La langue parlée au Paraguay est le "guarani" que parlaient les Indiens qui habitaient le pays avant l'arrivée des Espagnols. Cette langue est d'un usage si généralisé que l'on ne parle jamais espagnol, si ce n'est avec les étrangers, car en province, la grande masse est si ignorante de l'espagnol qu'il faut un interprète ne serait-ce que pour demander un verre d'eau. Parmi les meilleures

familles, dans les villes et villages les plus importants, on comprend l'espagnol et on le parle avec les étrangers; sans aucun doute, même à Asunción, il y a des gens qui ne le parlent pas du tout. (Graham/1846/*apud* Melià 1992 : 162)

Toutefois, il convient de prendre en compte, ici, deux questions fondamentales pour mieux comprendre cette situation de la langue.

Tout d'abord, il nous faut définir le guarani dont nous parlons. Quelle est cette langue qui, adoptée par les colonisateurs, a été maintenue comme langue majoritaire de la nouvelle société constituée? Quel impact a eu le processus colonisateur sur la langue des Indiens et sur son développement ultérieur? À partir de l'arrivée des Espagnols, il nous faut distinguer quelques variétés principales qui se sont différenciées : le guarani des Indiens qui sont restés isolés; le guarani des Indiens "réduits" par les Franciscains et, surtout, celui des Indiens "réduits" par les Jésuites, qui ont adopté le guarani comme langue des missions (1610-1767/8), élaboré des grammaires et des dictionnaires et publié des œuvres dans cette langue; et enfin le guarani des métis qui ont formé la société coloniale, variété fortement marquée par le contact avec l'espagnol. Toujours selon Melià (1992), cette différenciation est clairement prise en compte vers le milieu du XVIII^e siècle, dans des documents qui attestent les problèmes d'(in) compréhension entre ces variétés, comme ce récit du Père Cardiel sur le problème des interprètes (colons métis, descendants d'Espagnols et de femmes indigènes) pendant les Guerres "Guaranílicas" (1753-1756), conduites par les autorités coloniales contre les Indiens des missions :

Dans l'armée, il y avait de nombreux Espagnols qui connaissaient la langue des Indiens, car ils étaient nés au Paraguay ou à Corrientes, et même parmi le commun des Espagnols cette langue était usuelle; mais ils le parlaient très mal, et formaient un mélange désaccordé de guarani et de castillan, de sorte que ni les Indiens ne les comprenaient bien, ni eux-mêmes ne comprenaient les Indiens, et parfois, comme ils étaient interprètes, ils disaient oui au lieu de non et non au lieu de oui, comme cela est très souvent arrivé dans l'avancée des fonctions de l'armée. (Cardiel/1780/1984 *apud* Melià 1992 : 65)

Le guarani parlé de nos jours, ou "guarani paraguayen", a surgi de ce « mélange désaccordé de guarani et castillan » dont parle Cardiel, qui a conduit à l'affirmation – plus récurrente encore de nos jours – qu'« on parle mal » aussi bien l'espagnol que le guarani :

Le langage ou *jeringonza* qu'ils connaissaient au début n'était qu'un mélange de solécismes et de barbarismes des langues guarani et castillane, comme on l'utilise dans toute la *gobernación* du Paraguay et dans la juridiction de Corrientes. Dans ces deux villes, tous connaissent le castillan, mais dans les villages et dans tous les hameaux de la campagne, dans les champs et les fermes, on ne parle ni ne connaît, en général, et notamment parmi les femmes, rien d'autre que cette langue si corrompue... Il m'a fallu apprendre cette langue si altérée pour me faire comprendre, parce qu'ils ne comprenaient pas le guarani et moins encore le castillan; et ainsi je prêchais dans leur langage désaccordé. Et pour mieux expliquer ce que je dis, je prendrai un exemple : cette phrase : « Allons donc, obéissez aux commandements de la loi de Dieu, parce que si vous n'y obéissez pas, je vous condamnerai à l'enfer », se dit, en guarani : « *Eneique pemboaié Tupa ñande quaita, pemboaié ey ramo, ñia añaretame iquaipiramo peicomburune* », etc. Et, que disent les Espagnols du Paraguay et de Corrientes ? « *Neipe cumpli que los mandamientos de la ley de Dios, porque pecumplí ei ramo, peñe condenane a los infiernos* ». Un peu comme si quelqu'un disait en latin : « *Eia ergo, cumplite los mandamientos de la ley de Dios, porque si no cumpliveritis, vos condemnaveritis a los infiernos* ». Qui pourrait comprendre ce charabia, si ce n'est quelqu'un qui connaisse aussi bien le castillan que le latin ? (Cardiel, 1758/1900 *apud* Melià 1992 : 59)

Quand nous parlons de la situation linguistique actuelle, il nous faut donc bien distinguer le guarani parlé par la société paraguayenne non indigène, ou *guarani paraguayen* – notre objet d'analyse –, du guarani des Indiens qui ont survécu. Ce sont des variétés différentes qui ne se comprennent que difficilement entre elles. Quant à la variété jésuite, elle a disparu en tant que telle avec la fin des missions, dans la deuxième moitié du XVIII^e siècle (1767-68), quand les Indiens réduits se sont dispersés et ont intégré la société coloniale de la région du Rio de la Plata.

La deuxième question à considérer pour comprendre la réalité urbaine du guarani est le mode spécifique qui a permis son maintien. À partir de la lecture des documents cités ci-dessus, il est clair que si le guarani s'est maintenu, non seulement comme langue de la campagne, mais également comme langue des villes, son usage a été historiquement exclu des pratiques qui tissent de manière plus caractéristique l'imaginaire urbain. Dès le début, le guarani a survécu comme langue orale :

[...] ils n'écrivent jamais quoi que ce soit en langue indienne, pas même ceux qui savent écrire. (Cardiel *apud* Melià 1992 : 60)

et comme langue de la sphère privée :

La langue guarani s'utilise couramment parmi les Espagnols de la ville de Corrientes, ainsi que dans les colonies de Villa Rica et Curuguaty. Plus encore, dans la ville même de Asunción (siège du gouverneur et capitale de la province) le Père Roque de Rivas (mort à Faenza en 1790) expliquait en guarani, d'un lieu élevé, les mystères de la Religion et les devoirs moraux, sous les applaudissements et au grand profit de ses auditeurs qui, bien qu'ils parlassent espagnol, préféraient qu'on leur parle en guarani, auquel ils étaient habitués depuis leur enfance et qu'ils utilisaient pour converser entre eux, à *la campagne et chez eux*. (Peramás 1793 *apud* Melià 1992 : 74). (Nous soulignons).

Langue orale, « de la campagne et des maisons », du domaine privé, associée à des « usages vulgaires et triviaux », c'est-à-dire informels :

La langue guarani a certainement ses secrets (*patavinitates*), encore que quand il s'agit de sujets vulgaires et triviaux, elle est suffisamment comprise pour être utilisée réciproquement par les deux groupes de personnes (Paraguayens et Indiens). (Charlevoix 1779 *apud* Melià 1992)

Les politiques linguistiques successives qui ont essayé (sans trop de succès) de retirer au guarani jusqu'à cet usage oral et privé ont renforcé cette restriction, en l'excluant du cadre administratif et de l'éducation, comme des autres pratiques institutionnelles, toujours réservées à l'espagnol. Après quelques modifications de cette situation, dans les premières décennies du XX^e siècle, le guarani a été progressivement inclus dans l'enseignement des écoles et des universités – à partir des années 40 et 50 – et a finalement été reconnu comme langue nationale par la Constitution de 1967, puis comme langue officielle dans la dernière Constitution de 1992. Le résultat le plus significatif de ce processus a peut-être été la création du Programme National d'Éducation Bilingue, en 1994, qui prévoit une alphabétisation en guarani et en espagnol, même pour la minorité monolingue en espagnol.

Ce processus s'est accompagné d'un débat historique sur la pertinence du maintien du guarani dans la société, débat qui pourrait être formulé de la manière suivante : le guarani, en raison de son origine, peut-il remplir les fonctions d'une langue "civilisée" et exprimer la réalité urbaine d'un État moderne?

Contre ceux qui affirment que le guarani est incapable d'exprimer des concepts "abstraites", "sophistiqués" de la culture urbaine moderne, une deuxième posture s'est dégagée, qui critique ce "racisme linguistique" et soutient que le guarani est une langue équivalente aux autres – l'égal de l'espagnol – et peut donc exprimer toutes sortes de concepts et soutenir tout type de discours.

Cette deuxième posture semble s'être matérialisée dans la politique linguistique actuelle, qui représente un geste clair affirmant que le guarani peut remplir les fonctions d'une langue publique, écrite, officielle, soutenir tout type de discours institutionnel et constituer, auprès de l'espagnol, une langue d'État.

C'est dans ce contexte que s'inscrit le présent travail.

Les questions auxquelles il nous faut répondre sont les suivantes :

– le guarani est-il devenu de fait une langue urbaine, du domaine public (officielle/écrite)?

– dans quelle mesure la politique linguistique adoptée a-t-elle contribué à cette mutation?

Pour essayer de répondre, nous proposons, tout d'abord, de caractériser la situation actuelle du guarani en considérant les différents sens de "urbain", ensuite de discuter certains aspects de la politique linguistique actuelle, en nous centrant sur l'analyse de quelques documents de la réforme de l'enseignement la plus récente.

3. LE GUARANI COMME LANGUE URBAINE

3.1. Le guarani à la campagne et à la ville

À partir des statistiques du dernier recensement de 1992, nous pouvons formuler quelques conclusions sur la réalité actuelle du guarani et sur les modifications qui ont pris place au cours du XX^e siècle.

Pour ce qui est du contraste guarani/espagnol, la prépondérance du premier sur le second persiste de façon absolue : 87 % de Paraguayens parlent guarani contre 57 % qui parlent espagnol (monolingues et bilingues inclus). Si nous excluons le pourcentage des bilingues – 50 % selon les statistiques – nous obtenons 37 % de monolingues en guarani contre seulement 7 % de monolingues en espagnol.

Si nous considérons la distinction ville/campagne, nous pouvons la réduire, *grosso modo*, au contraste entre la capitale Asunción (et le

Département⁷ Central, où elle se situe) et la province⁸. Partout, sans exception, il y a davantage de personnes parlant le guarani que de personnes parlant l'espagnol – même dans le Département Central qui inclut la capitale, où 90 % des personnes parlent le guarani contre 87 % l'espagnol (toujours si l'on additionne monolingues et bilingues). Le deuxième constat est le nombre très faible de monolingues en espagnol : même dans le Département Central, il est de 9 % (la moyenne nationale, nous l'avons dit, étant de 7 %) et dans la plupart des provinces il ne dépasse pas les 3 %, comme le montre le tableau 2).

Si le guarani prédomine sur l'espagnol partout – y compris dans la région de la capitale –, le grand déséquilibre entre ville et campagne concerne le nombre de gens qui parlent également l'espagnol. Ce nombre varie énormément entre la région de Asunción, où la plupart des gens parlent l'espagnol (87 %), et les provinces de San Pedro et Canendiyú, où la situation de l'espagnol est la plus minoritaire (19 %), alors que la moyenne, pour le reste des régions, se situe aux alentours de 30 %. La situation par région est présentée par le tableau 1 (page suivante).

L'autre grand déséquilibre entre ville et campagne, inverse du premier, est le nombre de monolingues en guarani : dans la région de la capitale, il est de 12 %, alors qu'en province il atteint des pourcentages qui oscillent entre 74 % et 79 % (Départements de Caazapá et San Pedro, respectivement), sans jamais être inférieur à 25-26 % (*Región Occidental* et Département de Alto Paraná, respectivement), alors que

7. Les départements sont les unités administratives qui réunissent les *municipes*, distribués en deux régions : la *Región Oriental* et la *Región Occidental* (la référence est la rivière Paraguay, qui traverse et divise le territoire paraguayen du nord au sud). En termes démographiques, la *Región Occidental* ne concentre qu'environ 20 % de la population, ce qui explique pourquoi les données statistiques correspondant à ses différents départements ont été réunies.

8. Il va de soi que cela revient à ne pas prendre en compte deux contrastes régionaux importants en ce qui concerne la (plus grande) présence de l'espagnol : dans le Département Central, la différence entre la région métropolitaine d'Asunción et le reste de ce Département; et, en province, celle entre les villes les plus importantes, comme Villarrica, Coronel Oviedo et autres, et les zones rurales. Toutefois, les moyennes statistiques sont suffisamment significatives pour que nous puissions discuter les questions qui nous intéressent malgré ces simplifications.

TABLEAU I		
REGIÓN ORIENTAL Départements	Total de personnes parlant le guarani	Total de personnes parlant l'espagnol
San Pedro	97 %	19 %
Cordillera	99 %	45 %
Paraguari	99 %	38 %
Caazapá	95 %	22 %
Caaguazú	94 %	34 %
Guairá	97 %	38 %
Concepción	95 %	30 %
Canendiyú	57 %	19 %
Ñeembucú	97 %	59 %
Misiones	96 %	59 %
Itapúa	85 %	54 %
Amambay	85 %	45 %
Alto Paraná	73 %	53 %
Central (Asunción)	90 %	87 %
REGIÓN OCCIDENTAL	61 %	39 %

la moyenne, dans les autres régions de province, approche les 50 %. Ce contraste est mis en évidence dans le tableau 2 (ci-contre), nous pouvons le comparer à l'indice très faible de monolingues en espagnol qui est commun à toutes les régions.

Il ne serait donc pas exagéré d'affirmer que le Paraguay est un pays qui parle le guarani, avec un pourcentage variable de personnes parlant également l'espagnol (ou d'autres langues dont la présence sera commentée ci-dessous) et où le contraste ville/campagne intervient pour marquer une très forte variation entre la région de la capitale (où la plupart des gens parlent également l'espagnol) et la province (où le monolinguisme guarani est très élevé)⁹. Comme exemple le plus

9. En termes démographiques, la partie proche de la capitale comprend un pourcentage élevé de la population, facteur qui doit être pris en considération par toute conclusion quant au nombre absolu de personnes parlant ces langues; toutefois la présente discussion aborde la situation linguistique en termes plus géographiques que démographiques.

TABLEAU 2		
REGIÓN ORIENTAL Départements	Monolingues Espagnol	Monolingues Guarani
San Pedro	1 %	79 %
Cordillera	1 %	55 %
Paraguarí	1 %	62 %
Caazapá	1 %	74 %
Caaguazú	5 %	65 %
Guairá	2 %	61 %
Concepción	2 %	67 %
Canendiyú	2 %	40 %
Ñeembucú	3 %	41 %
Misiones	4 %	41 %
Itapúa	10 %	41 %
Amambay	6 %	46 %
Alto Paraná	6 %	26 %
Central (Asunción)	9 %	12 %
REGIÓN OCCIDENTAL	3 %	25 %

extrême de cette situation nous pouvons mentionner le contraste entre le Département Central (Asunción) et le Département de San Pedro.

Néanmoins ce contraste se répète dans toutes les régions comme le montre le tableau 3 (page suivante).

De plus, ces chiffres doivent être considérés avec précaution, puisque, selon divers spécialistes, dans ces enquêtes, le degré de maîtrise de l'espagnol considéré comme suffisant pour dire qu'un individu est bilingue serait très précaire. La présence effective de l'espagnol, surtout à la campagne, pourrait donc encore être inférieure à ce que ces chiffres indiquent.

Les comparaisons faites jusqu'ici ne prennent en compte que la situation du guarani face à l'espagnol. Il nous faut également considérer la situation d'autres langues d'immigration plus récentes (au long du XX^e siècle), comme l'allemand, le *platt deustch* des mennonites, le coréen ou le portugais. La présence de ces langues est si importante dans certaines régions qu'elles arrivent à égaler ou même

REGIÓN ORIENTAL Départements	Total de personnes parlant guarani	Monolingues guarani	Bilingues espagnol- guarani	Monolingues espagnol
San Pedro	97 %	79 %	18 %	1 %
Cordillera	99 %	55 %	44 %	1 %
Paraguari	99 %	62 %	37 %	1 %
Caazapá	95 %	74 %	21 %	1 %
Caaguazú	94 %	65 %	29 %	1 %
Guairá	97 %	61 %	36 %	2 %
Concepción	95 %	67 %	28 %	2 %
Canendiyú	57 %	40 %	17 %	2 %
Ñeembucú	97 %	41 %	56 %	3 %
Misiones	96 %	41 %	55 %	4 %
Itapúa	85 %	41 %	44 %	10 %
Amambay	85 %	46 %	39 %	6 %
Alto Paraná	73 %	26 %	47 %	6 %
Central (Asunción)	90 %	12 %	78 %	9 %
REGIÓN OCCIDENTAL	61 %	25 %	36 %	3 %

à dépasser le pourcentage des monolingues en guarani et, donc, également celui des monolingues en espagnol. Les deux exemples les plus significatifs sont, d'un côté, le Département de Canendiyú, à la frontière avec le Mato Grosso do Sul (Brésil), où le pourcentage de personnes parlant d'autres langues (essentiellement le portugais) est de 41 % – supérieur à celui des monolingues en guarani (40 %), espagnol (2 %) et bilingues espagnol-guarani (17 %); dans ce département, d'ailleurs, le pourcentage de ceux qui parlent d'autres langues (41 %) se rapproche du nombre total de personnes (monolingues et bilingues) parlant le guarani (57 %) et fait plus du double du pourcentage de ceux qui parlent espagnol (19 %) (Tableau 6). D'un autre côté, la *Región Occidental*, où l'indice d'usage d'autres langues (36 %) correspond principalement au *platt deustch* des colonies mennonites installées dans la région, outre d'autres langues indigènes différentes du guarani (la plus grande partie de la population indigène encore

vivante de nos jours, environ 1 % de la population totale du pays, se concentre dans cette région). Le pourcentage de ceux qui parlent d'autres langues dans la *Región Occidental* est de 36 %, et dépasse également l'indice de monolingues en guarani (25 %) et en espagnol (2 %), et égale le nombre de bilingues espagnol-guarani (36 %). Finalement, dans les cinq régions où le nombre total de personnes parlant le guarani est inférieur à 95 % – Départements de Canendiyú (57 %), Itapúa (85 %), Amambay (85 %), Alto Paraná (73 %) et la *Región Occidental* (61 %) – cet indice semble modifié davantage par ces autres langues que par l'espagnol (voir Tableau 5).

Si nous additionnons le nombre de personnes parlant le guarani et l'espagnol (monolingues ou bilingues) et d'autres langues, nous obtenons la configuration linguistique suivante :

REGIÓN ORIENTAL Départements	Guarani	Espagnol	Autres Langues
San Pedro	97 %	19 %	2 %
Cordillera	99 %	45 %	—
Paraguarí	99 %	38 %	—
Caazapá	95 %	22 %	4 %
Caaguazú	94 %	34 %	1 %
Guairá	97 %	38 %	1 %
Concepción	95 %	30 %	3 %
Canendiyú	57 %	19 %	41 %
Ñeembucú	97 %	59 %	—
Misiones	96 %	59 %	—
Itapúa	85 %	54 %	5 %
Amambay	85 %	45 %	9 %
Alto Paraná	73 %	53 %	21 %
Central (Asunción)	90 %	87 %	1 %
REGIÓN OCCIDENTAL	61 %	39 %	36 %

L'analyse des chiffres montre que les principaux changements entre la situation du XIX^e siècle et la situation actuelle sont une plus grande diffusion de l'espagnol et l'apparition d'autres langues

comme phénomène significatif dans le paysage paraguayen. Mais la situation majoritaire du guarani, moindre dans les villes, où prédomine l'espagnol, et écrasante à la campagne, se maintient.

En somme, si en termes géographiques le guarani n'est pas une langue (exclusive) de la campagne, nous pouvons dire que la campagne continue (presque exclusivement) à ne parler que le guarani (et d'autres langues), et que l'espagnol y est absolument minoritaire. Il nous reste encore à étudier la forme de présence du guarani dans la ville pour mieux comprendre sa réalité en tant que langue urbaine.

3.2. Le guarani dans l'espace public de la ville

Le guarani dans la ville, historiquement langue orale, de la sphère privée, associée à des usages informels, est-il devenu une langue publique (écrite / officielle)? Pour aborder cette question, nous ferons appel à la distinction public/privé; en commençant par définir ce que nous entendons par "public".

Selon Sennett, qui a analysé la constitution et les transformations historiques des termes "public" et "privé", le mot public : « [...] à l'époque où il avait déjà acquis sa signification moderne [...] signifiait non seulement une région de la vie sociale localisée à l'écart du cadre de la famille et des amis intimes, mais également que ce domaine public de gens connus et d'étrangers incluait une diversité relativement grande de personnes. » (Sennett 1987 : 31). Toujours selon cet auteur, un deuxième sens de *public*, en tant qu'espace de la vie sociale séparé du cadre familial et des amis intimes, renvoie à ce qui est « sujet à l'observation publique », sens que nous pourrions également appeler "géographique" en pensant à la géographie interne de la ville, de l'espace urbain. Un autre sens signalé par cet auteur concerne ce qui est relatif au « bien commun de la société »; ici, *public* serait lié à l'appareil juridico-administratif de l'État – en tant que gestionnaire du "bien public" –, des "sens publics", officiels (ce qui met en jeu la question de l'écriture).

Une "langue publique" serait donc, à la fois une langue sujette à l'observation publique et une langue d'État (écrite).

Ceci nous amène à formuler ainsi notre hypothèse initiale de la façon spécifique dont le guarani existe dans les villes :

Le guarani est présent dans l'espace public de la ville (« sujet à l'observation publique » à l'intérieur de la géographie urbaine); il est présent dans l'écrit mais n'est pas forcément lié à la production de sens publics (relatifs au "bien public", à l'appareil de l'État); il sert plutôt à la production ou à la citation de sens privés (familiers, informels, familiaux) et/ou de la campagne, de "contenus" liés à la réalité campagnarde, au folklore de la campagne, etc.

Pour discuter cette hypothèse, nous avons réalisé une enquête préliminaire sur les occurrences du guarani dans l'espace public de la ville, en délimitant quelques champs : (a) discours juridique; (b) administration publique; (c) discours politique; (d) espace public (matériel) de la ville; (e) média (presse écrite, radio, télévision, Internet) et (f) littérature. Voyons rapidement les résultats du cadre ci-dessous pour les commenter ensuite¹⁰.

a. DISCOURS JURIDIQUE :
Usage exclusif de l'espagnol, oral et écrit, dans les communications officielles des systèmes législatif et judiciaire; le guarani apparaît dans les communications orales/informelles. Il existe une exception d'usage du guarani écrit/officiel : la Constitution Nationale (de 1992), traduite de l'espagnol.
b. ADMINISTRATION PUBLIQUE :
Usage exclusif de l'espagnol dans les communications officielles, orale ou écrite (nationale, départementale, locale, municipale et régionale).
c. DISCOURS POLITIQUE :
Usage (extensif) du guarani dans les campagnes électorales, dans la propagande politique, mais le guarani est exclu des discours politiques officiels.

10. Ce relevé a été réalisé entre 1997 et 1998. La situation décrite a donc pu se modifier mais nous ne croyons pas que la portée de ces éventuelles modifications puisse invalider nos conclusions générales.

Selon une enquête présentée par Corvalán (1997), le guarani apparaît dans le nom de 107 rues, 4 centres municipaux, 74 magasins, 8 agences de tourisme, 10 entreprises de transport et dans divers produits de consommation domestique.

<p>d. ESPACE PUBLIC (MATÉRIEL) DE LA VILLE :</p> <p>Le guarani apparaît dans les noms de rues, d'institutions municipales, de magasins, d'entreprises et de produits commerciaux. Mais il est absent du terrain de l'organisation et de l'administration urbaine proprement dites, comme les panneaux de circulation, les avis, etc.</p>
<p>e. MÉDIA :</p> <p>1 – PRESSE ÉCRITE. Il existe quelques journaux ayant des sections dédiant un espace au guarani : <i>Ultima Hora</i> (dans son supplément <i>Correo Semanal</i>), <i>ABC</i>, <i>Noticias</i> (dans son Supplément Scolaire et dans sa Revue pour Enfants). Le guarani apparaît également dans la colonne de commentaires politiques ("ragots").</p> <p>2 – RADIO. Il existe des programmes en guarani sur le folklore et les problèmes de la campagne, des reportages et des programmes comiques et pour enfants; le guarani apparaît également dans les commentaires politiques et dans les entrevues.</p> <p>3 – TÉLÉVISION. Il existe un journal en guarani dans la première édition du jour de l'une des chaînes de télévision, un programme appelé « Magazine », le samedi, et une série télévisée appelée « Ombres dans la nuit ».</p> <p>4 – MÉDIA ÉLECTRONIQUE (Internet). Il existe huit liens principaux sur le Paraguay, sur le site de l'Université Nationale de Asunción (principale page produite au niveau national) : <i>Home Page sur la langue Guarani</i>, <i>Présidence de la République</i>, <i>Congrès National</i>, <i>Mercosur</i>, <i>Paraguay pour tous</i>, <i>Pages sur le Paraguay par Wolf Lustig</i>, <i>Direction des Recensements et Statistiques Agropastorales du MAG</i> (Ministère de l'Agriculture et de l'Élevage) et <i>Économie paraguayenne</i>. Il existe deux autres sites où le guarani apparaît : <i>Yagua</i>, écrit en espagnol avec quelques termes et phrases en guarani, et <i>Guarani Raity</i>, écrit pour la plupart en guarani, espagnol et anglais.</p>
<p>f. LITTÉRATURE :</p> <p>Il existe une littérature en guarani de deux types : produite en guarani, principalement poésie et théâtre; traduite vers le guarani (comme le classique de la littérature espagnole <i>Platero y yo</i> [<i>Platero ha che</i>] de Juan Ramón Jiménez).</p>

Pour commenter ces occurrences de la langue, nous ferons une distinction entre les productions existant *en* guarani et *sur* le guarani.

3.2.1. Productions *en* guarani

Le guarani, à quelques exceptions près, n'apparaît pas dans la production de discours publics officiels, ce qui explique son exclusion

du cadre juridico-administratif relatif à l'organisation urbaine et à celle de l'État : les communications officielles des systèmes législatif et judiciaire et de l'administration publique (a, b), les discours politiques officiels (c) et l'organisation urbaine proprement dite (les panneaux de circulation, les avis publics, etc.) (d). Dans ces domaines, le guarani n'est présent que sous la forme de *citation* de discours "externes" à ce cadre – ce qui peut arriver, par exemple, dans un discours politique officiel dans les sessions du Congrès National –, ou dans des *processus de désignation* de l'espace urbain : noms propres de rues, institutions, magasins, entreprises, etc. (d) (qui peuvent être en guarani, mais aussi en d'autres langues, comme l'anglais, le portugais, etc.). La seule exception est le texte de la Constitution Nationale de 1992 qui, par ailleurs, n'a pas été exactement produite en guarani mais *traduite* à partir du texte en espagnol (nous verrons un exemple de cette traduction plus bas).

Le guarani continue donc à n'être utilisé, – c'est notre hypothèse centrale –, que sur les terrains où est possible la production de sens relatifs à la campagne (folklore, etc.) et/ou au cadre privé (discours non officiel, familial, de l'intimité), ce qui permet d'expliquer le fait que, venu de champs focalisés, il apparaisse dans les médias, dans la littérature et dans les discours de propagande politique. Commentons quelques exemples.

3.2.1.1 *Le guarani, dans la ville, comme langue de la campagne*

Une grande partie des productions en guarani sont liées à la campagne, vue au travers du folklore, de la mémoire rurale et indigène, des traditions populaires campagnardes (mythes, légendes, chansons, poèmes et dictons populaires, traditions culinaires), etc. Par exemple, les programmes de radio en guarani (e-2), sont pour la plupart des débats et des reportages sur le folklore et les problèmes de la campagne; il en va de même des espaces réservés au guarani dans la presse écrite (e-1). Et dans les sites électroniques (e-4) : * *Paraguay pour tous. Home page de M. Carlos Escobar, qui maintient des données et des liens intéressants sur le Paraguay* et * *Pages sur le Paraguay, par Wolf Lustig. Données de l'Allemagne sur la culture paraguayenne et sur la langue guarani.*

Ces productions en guarani ne se décrivent pas seulement en termes thématiques : le caractère privé (familier, informel) des discours et/ou de la vision “folklorisante” de la campagne intervient toujours. Quand il s’agit de discours publics, officiels, sur ces mêmes sujets, la production en guarani n’est plus possible (si ce n’est comme *citation*). C’est le cas, par exemple, de deux liens du site électronique de l’Université Nationale de Asunción (e-4) : **Direction des Recensements et Statistiques Agropastorales du MAG* (Ministère de l’Agriculture et de l’Élevage). *Données statistiques intéressantes sur les principales tendances de la production agricole et de l’élevage* et **Économie paraguayenne. Données et liens sur l’économie paraguayenne*. Sur ces sites, les “thèmes” peuvent être – et ils le sont souvent – liés à la campagne, mais dans un discours scientifique, administratif, officiel et public – et, donc, exclusivement espagnol.

3.2.1.2. *Le guarani, dans l’espace public, comme langue de la sphère privée*

La présence du guarani dans la ville s’explique également en grande mesure par la production, dans l’espace public, de sens de la sphère privée (discours familiers, informels, intimes, du quotidien). Dans le système judiciaire (a), le guarani apparaît, par exemple, au cours de conversations entre avocats, au forum, dans des situations non officielles ou avec des personnes monolingues en guarani (ou qui ne maîtrisent que précairement l’espagnol), venues de la campagne. Ceci explique, également, que le guarani soit exclu des discours politiques officiels (c), mais qu’il apparaisse de manière presque inévitable dans les campagnes électorales et dans le militantisme politique : il s’agit, dans ce cas, de mobiliser un discours “intime” avec l’électeur/partisan politique. En ce qui concerne les médias (e-4), cette distinction semble également fonctionner : dans la presse écrite, outre les discours de/sur la campagne, le guarani apparaît comme production de discours informels/intimes, comme dans le cas de la colonne de commentaires politiques (p. ex. *Ñe’êmengüépe* [« À voix basse »], colonne de “ragots” politiques du journal *ABC*), écrite en espagnol mais qui présente souvent des phrases et expressions en guarani, sous la forme de citations, indirectes ou non, qui peuvent également apparaître au

milieu des nouvelles présentées dans les journaux, dans un style informel, familier, "populaire". Il en va de même pour les médias électroniques : le site appelé *Yagua.com* (e-4), d'un fournisseur d'accès à Internet paraguayen, est écrit en espagnol mais contient diverses expressions en guarani (comme le nom même du site), toutes liées à la production d'un discours extrêmement informel. Comme exemple de ce type d'occurrences du guarani, nous avons le lien appelé *Chera'a. El buscador de la perrada paraguaya*, qui est un moteur de recherche de personnes. Dans cette phrase, *chera'a* signifie "ami" en guarani et *perrada* (de *perro*, "chien") est une manière très familière et intime, spécifique d'une certaine variété de l'espagnol du Paraguay, de faire référence à un groupe d'amis et/ou de personnes ayant une affinité/intimité quelconque (plus ou moins comme un des sens possibles, également familier, de "mes potes" en français, comme dans « je vais boire un demi avec mes potes »); d'où le nom même du site, *yaguá* ("chien" en guarani). Un autre exemple, sur ce même site, de production d'un discours (très) familier/intime en guarani est l'un des jeux électroniques disponibles des plus connus, appelé « *pacman* » : parmi les messages qui apparaissent quand l'utilisateur perd, on trouve : *Ndé ! Game over ! No te hagas le ñembo tarová* [« fais pas l'idiot »] et *Ndé ! Game over : Calificación : Hasta mi abuela juega mejor !* [« Même ma grand-mère joue mieux que toi! »]. (Toutes ces expressions en guarani sont très communes en espagnol du Paraguay.)

Deux exceptions peuvent être considérées comme des productions de discours dans un cadre public/officiel : * la page de la RAU (Royale Académie Uruguayenne), où le sommaire est en espagnol, avec des versions en portugais, anglais et guarani (il est toutefois significatif que le guarani se limite à ce sommaire : dès que l'on clique sur les liens offerts, les pages sont en espagnol); * le site *Guarani Raity*, rédigé (en grande partie) en guarani, avec une traduction vers l'espagnol et l'anglais. L'autre exception est un bref journal télévisé en guarani sur l'une des chaînes de télévision (e-3)

3.2.2. Productions sur le guarani

Le guarani est également très présent dans les productions sur la langue : études linguistiques et sociolinguistiques, matériel didac-

tique pour l'enseignement de la langue, grammaires et dictionnaires. C'est le cas des rares espaces réservés au guarani dans la presse écrite, comme le *Supplément Scolaire* et la *Revue pour Enfants*, des journaux *ABC* et *Noticias* (e-1), destinés à des professeurs et à des élèves de guarani. Il existe également un nombre considérable d'études linguistiques et sociolinguistiques et, plus récemment, de livres didactiques, dont la référence occupe une grande partie des liens des sites électroniques sur le guarani (p. ex. celui de Wolf Lustig) (e-4). Il y a encore des grammaires et des dictionnaires de guarani, également mentionnés dans ces liens.

Il est important d'observer que toutes ces productions sur le guarani sont rédigées en espagnol (ou en d'autres langues, comme l'anglais, pour les travaux sociolinguistiques les plus réputés), y compris les grammaires de guarani, et qu'il n'existe pas de dictionnaires monolingues en guarani.

3.3. Sens public, écriture et norme

Il nous faut maintenant prendre en compte un problème fondamental conditionnant cette présence du guarani dans l'espace public, et directement lié à son histoire comme langue familière, du cadre privé : la question de l'écrit et de la norme.

Les franciscains puis les jésuites avaient élaboré une écriture pour le catéchisme, les grammaires et dictionnaires qu'ils ont produits. Cette langue écrite et "grammatisée" par les jésuites a été adoptée dans les missions comme langue courante et d'administration publique. Outre des textes linguistiques, nous avons des textes politiques et administratifs écrits en guarani, parmi lesquels les lettres d'Indiens missionnaires adressées aux autorités coloniales pendant les "guerres Guarani", du XVIII^e siècle. Selon Melià :

L'écriture en guarani, pendant la deuxième moitié du XVIII^e siècle, était un phénomène culturel assez enraciné dans la vie civile des villages missionnaires. Les accords et événements étaient officiellement rédigés dans cette langue guarani. [...]

De nombreux documents de ce type apparaissent [...] Ils ne se réduisent à la zone des missions jésuites ni à leur époque. Des écrits semblables proviennent également de villages de franciscains, et continuent jusqu'à une bonne partie du

XIX^e siècle [...], même après la déclaration d'Indépendance du Paraguay, en 1811 [...]. (Melià 1992 : 149)

Il existe également des témoignages d'une production littéraire des Indiens, mais dont peu d'exemples ont survécu¹¹; les Indiens ont écrit en guarani et ont également fait des traductions vers leur langue, comme celles des grands classiques de la littérature du siècle d'or espagnol (voir Melià 1992 : 126, 142). Mais le gros de la production en guarani a été constitué par des textes politico-administratifs et religieux.

Le guarani normalisé par les Jésuites a donc réussi à jouer le rôle d'une langue écrite et publique, mais cette langue a toujours été réservée à la société des Indiens. Le guarani de la société coloniale espagnole et métisse a eu une histoire très différente, car il a été adopté comme langue orale et familiale, alors que l'espagnol restait la langue de l'administration.

Cette variété de guarani paraguayen n'apparaîtra donc comme langue écrite que presque trois siècles plus tard, pendant la guerre de 1865-1870, dans un journal appelé *Cabichuí*, publié entre le 13 mai 1867 et le 20 août 1868, où quelques rubriques ont été rédigées en guarani, langue qui apparaissait également dans des expressions clairsemées à travers le journal, rédigé sinon en espagnol. C'est la première production littéraire en guarani paraguayen, langue bien différenciée et dont l'orthographe est également différente de celle des textes des jésuites (voir Melià 1992 : 168-9).

Toutefois, il faut prendre en compte quelques caractéristiques de ce "surgissement" du guarani dans l'écrit, qui marqueront son histoire postérieure. Tout d'abord, cette écriture a été associée à la production de poésie et/ou d'humour, de satire, dans des discours incitant les soldats au combat – discours, donc, de caractère intime et

11. Quant à l'œuvre théâtrale, un texte a été conservé, *Drame d'Adam*, écrit en latin, espagnol et guarani, texte dont on suppose qu'il provient des missions jésuites mais qui a été incorporé au patrimoine des hameaux d'Indiens non jésuites (voir Melià 1992 : 131). L'utilisation des langues dans cette pièce est intéressante : Dieu parle aux anges en latin, les anges aux hommes en espagnol et les hommes entre eux (Adam et Ève) en guarani.

marqués par l'oralité. C'est une différence fondamentale entre cette écriture et celle du guarani jésuite.

En second lieu, ces textes en guarani résultent d'un travail d'intellectuels dirigé vers le peuple (voir Melià 1992). Ce fait n'a rien d'étonnant puisque l'écriture n'était accessible qu'à la petite élite scolarisée.

Ces questions se projettent sur l'histoire postérieure de cette écriture. Au-delà de l'existence d'une littérature populaire de tradition orale d'origine ancienne, dont subsistent des registres écrits en guarani (comme la poésie narrative : narration de "cas", *compuestos* ou *decir compuesto*, etc.), le gros de la production écrite dans cette langue restera restreint à la production (par une élite) de textes poétiques et, en moindre mesure, théâtraux (Cf. Melià 1992), donc, de discours marqués par le registre de l'oralité. Il convient par ailleurs d'observer que la poésie est souvent destinée à être mise en musique et qu'il s'agit donc d'une poésie « plus écoutée que lue » (Melià 1992 : 215). Le guarani reste exclu de la prose – à l'exception de quelques contes écrits à partir des années 70 et d'autres textes publiés dans des revues, parmi lesquelles la revue *Ñemity* (créée en 1980)¹² consacrée à la publication d'études et de débats sur le guarani et de textes dans cette langue.

Nous avons là une première grande différence entre les caractéristiques et le rôle de l'écrit en guarani jésuite et en guarani paraguayen, en raison de l'histoire de chacun, qui a débouché sur ces deux variétés.

D'autre part, contrairement à ce qui s'était passé pour le guarani jésuite, le guarani paraguayen a commencé à être écrit sans qu'il y ait de processus de normalisation et de scolarisation. Cette situation a perduré jusqu'à nos jours, et ce guarani parlé par la société paraguayenne n'a toujours pas de norme. Voilà un fait très significatif pour la possibilité du guarani comme langue écrite (publique) et si l'on essaie de l'implanter dans les écoles. Les variétés de guarani jésuite et paraguayen sont, comme nous l'avons vu, très différentes, ce qui résulte du processus par lequel elles se sont constituées.

12. Ainsi, il est intéressant de mentionner le commentaire de Melià quant au rôle important que les revues, presque exclusivement de poèmes et de chansons, ont joué sur le développement du guarani paraguayen (voir Melià 1992 : 204).

Comme nous l'avons déjà dit, le guarani paraguayen est une langue très "mêlée" à l'espagnol, plus couramment appelée *jopará* ou *jehe'a*, et cela, historiquement, a suscité et continue de susciter toutes sortes de discours normativistes et dépréciatifs selon lesquels les Paraguayens « parlent mal » leur langue. Ce guarani n'est donc pas le guarani adopté par la politique linguistique ni celui qui apparaît dans les exceptions citées de production récente de discours officiels/publics, qui suivent une norme différente. Cette langue, que certains appellent le "guarani pur" ou *guaraniété* (quelque chose comme "guarani authentique"), en l'opposant au *jopará*, est incompréhensible pour les Paraguayens qui parlent guarani, sauf pour un très petit nombre, parmi lesquels les spécialistes qui produisent les textes mentionnés (de la Constitution et des pages Internet).

* * *

Pour clore cette discussion sur le caractère "public" du guarani, nous aimerions revenir sur un problème central, qui conditionne toutes les restrictions du guarani : le problème de l'écriture et de la norme. Le guarani en tant que phénomène social continue à être une langue orale. Son écriture même a une histoire en marge de la production de discours de la sphère privée, puisqu'elle a surgi et a été élaborée par rapport au discours poétique et comme registre de discours marqués par l'oralité et par le caractère familial, intime, du cadre privé. Les rares textes de caractère "public" constituent, répétons-le, le résultat du travail de quelques spécialistes, c'est-à-dire d'expériences isolées et de peu de portée.

Ces restrictions du guarani dans l'espace public sont néanmoins assez prévisibles si nous considérons que sa situation historique l'a maintenu, pendant plus de quatre siècles, en marge de la sphère publique (institutionnelle) et de l'écrit. Il est donc fondamental d'analyser la politique linguistique la plus récente, pour pouvoir déterminer comment elle traite cette situation, dans les faits, et pour ses possibilités de modification lui permettant d'atteindre son objectif déclaré : « faire du guarani une langue publique » (voir *Comisión Nacional de Bilingüismo* 1997 : 70).

4. LA POLITIQUE LINGUISTIQUE ET LA CONSTRUCTION D'UN LIEU PUBLIC POUR LA LANGUE

La Constitution Nationale, promulguée en 1992, traite du problème des langues dans deux articles. L'article 140, que nous transcrivons ci-dessous (avec sa version en guarani), déclare le guarani langue officielle, avec l'espagnol :

Des langues

Article 140. Le Paraguay est un pays multiculturel et bilingue. Ses langues officielles sont le castillan et le guarani. La loi établira les modalités d'utilisation de l'un et de l'autre. Les langues indigènes, ainsi que celles d'autres minorités, font partie du patrimoine culturel de la nation.

Ñe'enguéra rehegua

Artículo 140. Paraguay ha'et tetã hembikuaa arandu hetáva ha iñe'et mokõi-va. Estado ñe'ê tee ha'et castellano ha guarani. Léipe he'íva'erã mba'éichapa oje-porúta mokõivéva. Mayma ypykue ñemoñare ñe'ê ha opaite imbovyvéva ñe'ê, ha'et tetã rembikuaa arandu avei.

Ceci modifie le statut de la langue par rapport à la Constitution précédente de 1967, qui concédait au guarani le statut de langue nationale – mais pas celui de langue officielle, réservé à l'espagnol :

Article 5. Les langues nationales de la République sont l'espagnol et le guarani. La langue d'usage officiel sera l'espagnol.

Cette disposition de l'article 140 pose un problème évident si l'on considère la situation linguistique décrite ci-dessus, puisque faire du guarani l'une des langues officielles de l'État signifie le déclarer langue publique, caractère que, selon nos analyses, il ne possède pas. Il y a donc un fossé entre le statut *de jure* du guarani (langue publique, d'État) et son statut *de facto* (langue de la sphère privée). Ce problème, semble-t-il, devrait être résolu par des lois complémentaires, comme l'indique ce même article constitutionnel : « la loi établira les modalités d'utilisation de l'un et de l'autre ».

Il existe de fait quelques projets de loi en cours, parmi lesquels : la « Loi qui normalise l'usage du guarani comme langue officielle », basée sur la législation des langues régionales espagnoles, notamment, la « Loi de Normalisation de l'Usage de l'Euskera » (Pays Basque) (Loi n° 10/1982, du 24 novembre 1982) et la loi de

« Normalisation Linguistique en Catalogne » (Loi n° 7/1983, du 18 avril 1983) (voir *Comisión Nacional de Bilingüismo* 1997).

Ce projet prétend inclure le guarani dans les espaces d'où il est exclu : le cadre juridique, l'administration publique, l'organisation urbaine et l'essentiel des rubriques des médias. Le projet établit l'« égalité juridique, quant à leurs effets, des manifestations en guarani et espagnol » (Chapitre I, Article 3°); il rend obligatoire l'usage des deux langues pour la publication de tout texte juridique officiel – lois, décrets, règlements, normes départementales, etc. – (Chap. II, Art. 10°); pour l'impression de formulaires officiels (Chap. II, Art. 8°); dans l'administration publique (Chap. II, Art. 5°); dans les média (Chap. IV); pour les panneaux et indications de circulation; et dans les services de transport public (voir CIDSEP – U.C. 1997 : 35-37). Le projet prévoit également la création d'« un organisme qui, sous la forme ou à la manière d'une Académie de Langue, se chargera de l'étude, coordination et canalisation des efforts des diverses institutions pour normaliser l'usage des deux langues ». Enfin, le projet propose des dispositions transitoires « en établissant une période de temps prudente et maximum pour l'adoption des mesures pertinentes afin d'adapter l'administration publique aux nouvelles exigences de l'usage des langues officielles » (voir CIDSEP – U.C. 1997 : 37).

Ce nouveau statut légal et le projet élaboré pour le rendre opérationnel soulèvent toute une série de problèmes que nous ne discutons pas ici.

Nous rappelons seulement que la possibilité, pour le guarani, de devenir, dans les faits, une langue publique suppose, à la fois, l'élaboration d'une langue écrite et l'existence d'une société alphabétisée qui, "interpellée" par cette langue, produise ces discours de caractère public.

Comme le problème de l'écrit et de l'école est, à notre avis, un point crucial, nous discuterons ce que propose la politique linguistique actuelle en partant du deuxième des articles constitutionnels (et de sa version en guarani). Cet article aborde l'alphabétisation en guarani et en espagnol :

De l'enseignement en langue maternelle

Article 77 : L'enseignement, en début de scolarisation, sera réalisé dans la langue officielle maternelle de l'élève et les langues officielles seront le Guarani et le Castillan, en condition d'égalité. L'instruction comprendra donc la connaissance et l'emploi des deux langues officielles de la République. Les minorités ethniques dont la langue n'est pas le guarani pourront choisir l'une des deux langues officielles.

Ñe'ê teépe ñeporombo'et rehegua

Artículo 77 : Mbo'ehaokuérape ñepyrûrã mitãme oñembo'eva'erã hogaygua ñe'ê teépe. Upéicha avei oñemo'arandúva'erã chupekuéra mokõive Paraguay ñe'ême. Umi tapicha, tetãyguá aty imbovyvéva, noñe'êiva guaraníme, oiporava kuaa Paraguay ñe'ê peteíva oñembo'euka hagua.

C'est pour pouvoir appliquer cette disposition que la Réforme de l'enseignement a été entreprise.

4.1. La Réforme de l'enseignement

Jusqu'à une époque récente (quelques décennies) le guarani n'était pas enseigné dans les écoles, et l'alphabétisation avait lieu exclusivement en espagnol. Cette politique, qui ne tenait pas compte de la réalité linguistique décrite ci-dessus, a rencontré, comme il fallait s'y attendre, de sérieux problèmes.

En 1973, soit six ans après l'institution du guarani comme langue nationale, l'enseignement du guarani a commencé à être inclus, comme discipline obligatoire, dans quelques écoles, qui ont adopté le *cursus experimental*, mais seulement aux niveaux plus avancés de ce que nous appelons le "*Ciclo básico*", correspondant aux trois premières années du second degré (plus ou moins l'équivalent de la 6^e, 5^e et 4^e); en 1987, cette discipline est devenue obligatoire dans toutes les écoles du pays.

L'introduction de la langue dans l'enseignement à partir des premières années scolaires a commencé, dans quelques écoles, à partir de 1978, dans le cadre du programme d'« Éducation bilingue de Transition », dont l'objectif était de "castillaniser" les élèves. La place attribuée au guarani comme langue orale de la sphère familiale, est très claire, comme nous pouvons le constater, par exemple, dans les objectifs du programme (dans *Éducation bilingue au Paraguay. Manuel pour le professeur*, 1981), que nous transcrivons ci-dessous :

L'un des objectifs généraux de l'éducation paraguayenne est que « l'élève développe des aptitudes appropriées pour l'usage correct des langues nationales et autres moyens de communication pour un plein accès au monde de la culture nationale et universelle » (p. 17) (nous soulignons).

Le guarani a été incorporé à l'éducation primaire en réponse à l'objectif de l'éducation primaire de faire que : « l'élève valorise et communique de manière confiante dans les langues nationales et développe des habiletés primaires pour écouter, parler, lire et écrire en langue espagnole; *écouter et parler en langue guarani* » (p. 18) (nous soulignons).

Ce programme, dit de "transition", a été critiqué dans le cadre de la toute dernière Réforme de l'enseignement – initiée en 1991 et concrétisée en 1994 –, puisque l'inclusion du guarani se limitait à faciliter l'enseignement de l'espagnol, ce qui maintenait les restrictions contre la langue indigène.

À partir de la disposition de l'article 77 de la Constitution nationale, la Loi n° 28, du 10 septembre 1992 établit l'enseignement obligatoire de l'espagnol et du guarani dans toutes les classes. La "Comisión Nacional de Bilingüismo" a été créée à partir d'un décret du Pouvoir exécutif (du 15 septembre 1994), pour élaborer une proposition d'Éducation bilingue.

La réforme a également étendu l'enseignement primaire obligatoire de six à neuf ans, et l'a divisé en trois cycles. L'objectif linguistique que se fixent les réformateurs est que les élèves en du 3^e cycle soient des "bilingues coordonnés" – que leur langue maternelle soit l'espagnol ou le guarani. Pour cela, deux modalités ont été établies : la modalité guarani (GH), pour ceux dont la langue maternelle est le guarani, et la modalité espagnol (EH), pour ceux qui ont l'espagnol comme langue maternelle. Chacune de ces modalités a un programme spécifique.

Nous présentons ci-dessous quelques conclusions de l'analyse des programmes élaborés pour la modalité EH (enseignement du guarani comme LV2), en cours d'application, pour déterminer la place attribuée aux langues, sans perdre de vue la distinction public/privé qui nous intéresse. Dans nos analyses, nous avons distingué trois aspects : les *objectifs de l'éducation bilingue*, tels qu'ils sont déclarés dans les programmes, ce qui se dit *dans* chaque langue et ce qui se dit *de* chaque langue.

4.1.1. Espagnol et guarani dans les programmes d'étude

En fait, les programmes reproduisent la (dé)limitation du guarani au cadre privé et au registre familier / informel des programmes de transition antérieurs. Voyons quelques exemples.

a) Objectifs de l'éducation bilingue (espagnol – guarani)

Voilà un premier indice de la restriction mentionnée dans ce document du Ministère de l'Éducation :

En termes généraux, dans les trois cycles, la discipline visera à ce qu'aussi bien la langue maternelle que la deuxième langue constituent, pour les élèves, un moyen de communication et de développement personnel et un instrument pour avoir accès à la culture *quotidienne* et *systématisée*. (p. 51)

Il n'y a pas de mention explicite des langues, mais le renvoi de la culture quotidienne au guarani et de la culture systématisée à l'espagnol est clairement confirmé par certains passages. Voici par exemple, un autre des objectifs de l'éducation scolaire primaire commun aux trois cycles :

L'Éducation Scolaire de base cherche à former des hommes et des femmes qui : [...]

- emploient la langue *guarani*, spécialement dans la communication orale, avec un niveau de compétence linguistique approprié aux *exigences de leur contexte quotidien*.

- utilisent efficacement l'espagnol, sous forme orale et écrite, comme instrument de communication, d'intégration socioculturelle et d'incorporation des manifestations scientifiques et culturelles.

L'examen des objectifs différenciés selon les cycles va dans le même sens :

1° Appliquer les compétences primaires de l'usage des langues : *Espagnol et Guarani sous forme orale et écrite*.

2° Utiliser les compétences des langues officielles sous forme orale et écrite, comme moyen de croissance personnelle et pour le développement de processus d'apprentissage dans et hors de la salle de classe.

3° Employer la langue *Guarani* dans la communication orale et écrite, avec un niveau de compétence approprié aux *exigences de leur contexte quotidien*.

Utiliser efficacement l'espagnol sous forme orale et écrite comme instrument de communication, d'intégration socioculturelle et d'incorporation des manifestations scientifiques et universelles.

b) De quoi parle-t-on dans chaque langue ?

Le guarani reste aussi sans exception lié à la production de discours en relation à la campagne (mythologie indigène, folklore, etc) et à la sphère privée / familiale (vocabulaire d'objets domestiques, du quotidien). L'espagnol apparaît dans les discussions de sujets "sérieux" comme l'écologie, la biographie de personnages célèbres, etc.

c) Que dit-on de chaque langue ?

Sur ce point, les programmes reproduisent deux des énoncés les plus fréquents dans les discours sur la langue. Tout d'abord, celui du guarani comme la langue des "émotions", des "affects", comme le confirme la lecture du passage suivant :

Exprimer des idées et sentiments quant au guarani comme symbole de l'identité nationale.

Lire l'article 140 de la Constitution Nationale et le commenter avec l'instituteur / institutrice. Exprimer comment l'on se sent en guarani [...]

« Exprimer les sentiments » quant à la langue, dire « comment l'on se sent quand on la parle », est une question qui ne se pose pas quand il s'agit de l'espagnol. Il nous est toutefois impossible de ne pas mettre cet énoncé en relation avec l'opposition entre le guarani comme "langue du cœur", des "affects", de l'"intimité" et l'espagnol comme "langue de la raison", "de l'intellect", qui constitue l'un des principaux lieux communs dans les discours sur la langue. Cette opposition a été analysée dans les travaux sociolinguistiques les plus connus sur le guarani (Garvin et Mathiot/1956/1982; Rona/1966/1975; Rubin 1968) comme l'indice d'une "division de fonctions" entre guarani et espagnol, dans laquelle le premier aurait une "fonction émotive" – ce qui indiquerait un sentiment d'"amour" pour cette langue de la part de ceux qui la parlent (voir Rodríguez-Alcalá 2000).

Quand on contextualise les énoncés du programme, on peut conclure qu'ils sont un cas particulier, reconduisant la vision d'un guarani restreint à la sphère familiale, intime, "du cœur", en opposition au fonctionnement public, institutionnel, "rationnel" de l'espagnol. Affirmer que le guarani est la langue "du cœur" signifie affir-

mer et renforcer son caractère privé, intime et, donc, non urbain du guarani, face au caractère public, urbain de l'espagnol¹³.

Le second de ces énoncés clef sur la langue, reproduit dans le passage cité, est celui du guarani comme "symbole" et "essence" de l'identité nationale. Il est associé à un discours militariste. Voici l'exercice proposé : « Invitons un ancien combattant de la Guerre du Chaco et demandons-lui comment il a utilisé le guarani pendant la guerre ». Non seulement cet exercice n'est pas très praticable (car les derniers survivants éventuels de cette guerre, qui a eu lieu entre 1932 et 1936, doivent approcher, aujourd'hui, les 90 ans), mais il est forcément associé à des énoncés nationalistes d'apologie dogmatique de la guerre, très répandus dans les discours sur le guarani. Ces énoncés sont également reproduits dans les travaux sociolinguistiques comme expression de "sentiments" d'"orgueil" et de "loyauté" et comme indice de la "fonction nationaliste" du guarani (voir Rodríguez Alcalá 2000) :

Il est dit que l'usage du guarani [pendant la Guerre du Chaco] a permis aux troupes de sentir qu'elles défendaient l'essence de ce qui est uniquement paraguayen et a contribué à les unir contre toute opposition. (*Revista de Turismo*, 1942 : 9 et conversations personnelles). (Rubin 1968 : 29)

[Le guarani] joue un rôle important comme ingrédient du patriotisme paraguayen. Selon nos informateurs, les troupes paraguayennes qui, pendant la

13. En outre, la distinction *raison x émotion*, quand elle se situe à l'intérieur d'un certain discours colonialiste dominant sur les cultures non européennes, acquiert une signification bien particulière. Comme nous l'avons analysé dans un travail antérieur (Rodríguez Alcalá 2000), ce discours se fonde sur une vision à la fois évolutionniste et rationaliste selon laquelle les langues (cultures) européennes sont "supérieures" parce qu'elles sont plus "évoluées" et plus "rationnelles" : affirmer que le guarani est la "langue des affects", face à l'espagnol en tant que "langue de l'intellect", revient à le définir, intentionnellement ou non, comme une langue "primitive" et, donc, "inférieure", face à l'"évolution" d'une langue "rationnelle" comme l'espagnol.

À partir de ces associations possibles, nous pouvons affirmer que ces discours définissent le caractère (non) urbain (privé, intime) de la langue à partir de l'opposition scientifique classique entre tradition européenne = supérieure (évoluée / rationnelle) et tradition non européenne (indigène) = inférieure (primitive / non rationnelle), au travers de laquelle le guarani et les cultures (sociétés) indigènes américaines, en général, ont été historiquement exclues.

guerre du Chaco, réagissaient de manière léthargique aux ordres en espagnol, obéissaient aux ordres en guarani de manière enthousiaste et sans crainte de la mort. (Garvin et Mathiot/1956/1982 : 38)

La définition essentialiste de l'identité nationale et de sa relation au guarani exclut du même coup la portion de la société paraguayenne qui ne parle pas cette langue. L'exercice proposé : « Regardons sur la carte les lieux mentionnés par nos invités et concluons que *sur tout le territoire paraguayen et même en dehors, les Paraguayens communiquent en guarani* » est particulièrement peu adaptée, puisqu'il s'agit d'un programme de la modalité EH, élaboré pour les enfants qui ne parlent pas guarani – ainsi définis comme *non Paraguayens*. Par ailleurs, cette définition contredit le “respect du multilinguisme” et du “multiculturalisme” de la société défendus par les nouveaux programmes :

L'Éducation a pour objectifs de :

[...]

k) Former l'esprit critique des citoyens, comme membres d'une société multiethnique et multiculturelle.

[...]

k) Promouvoir une attitude positive des apprenants, quant au multilinguisme paraguayen et participer à l'affirmation et au développement des deux langues nationales.

Considérer que la nation est une entité homogène associée au guarani, empêche l'exercice de l'esprit critique et la tolérance envers l'hétérogénéité des groupes culturels et linguistiques qui constituent la société paraguayenne – groupes indigènes, descendants d'Allemands, Japonais, Coréens, Brésiliens, Mennonites etc. –, que ces programmes ne mentionnent même pas.

5. CONSIDÉRATIONS FINALES

Pour comprendre ce qu'il en est du guarani comme langue urbaine, il faut donc non seulement énumérer les espaces où il est visible, mais encore comprendre comment il fonctionne socialement et de quelles manières des sujets se constituent et s'inscrivent, au travers de cette langue, dans les différentes pratiques de la ville. Quel est ce sujet qui

énonce en guarani (ou en espagnol)? Quels sens est-il “interpellé” à produire? Que signifie “énoncer”, dans une langue ou dans l’autre?

Nous avons vu que les sujets ne sont pas interpellés de la même manière dans les deux langues. Énoncer, en chacune d’elles, constitue un geste d’inscription dans la ville très différent – encore renforcé par l’école. Si, être un sujet “urbain” signifie s’inscrire dans la vie publique, cette possibilité continue à être réservée à l’espagnol.

Par ailleurs, il est très difficile d’imaginer une situation différente, en raison de la tradition historique du guarani et en raison de la façon dont la colonisation l’a intégré au processus de constitution des villes et des États nationaux, qui s’est effectué à partir de la tradition européenne. Or la réalité urbaine et nationale constitue aujourd’hui un fait accompli, le développement d’une langue des institutions est un processus qui, même dans des sociétés plus privilégiées que la paraguayenne, sur un plan économique et politique, a pris de nombreux siècles. Prenons l’exemple du langage scientifique : la langue de la science est restée le latin au moins jusqu’au XVIII^e siècle, alors même que les langues romanes étaient déjà constituées depuis plusieurs siècles. En outre, la langue n’est pas un code, mais une pratique sociale : pour qu’une langue scientifique se développe, il faut que la société qui la parle pratique la science. Dans une société comme la société paraguayenne où, à de rares exceptions près, la pratique scientifique se limite à d’honorables efforts individuels, l’invention d’un guarani scientifique, œuvre de quelques personnes, ne produirait probablement qu’un langage artificiel, sans enracinement social (qui fonctionnerait comme une espèce d’*esperanto*).

Ainsi, en raison des conditions sociales et institutionnelles actuelles (dérivées, répétons-le, de l’histoire et non de prétendues capacités intrinsèques), l’officialisation du guarani, à court ou moyen terme représente le geste d’une élite. Il ne saurait en être autrement puisque le groupe très réduit qui est le seul à écrire en guarani devrait se charger de développer ce langage institutionnel étranger au guarani pour l’imposer à la majorité de la population; telle est la direction que propose le projet de normalisation.

Seule la constitution d’une société d’écrivains en guarani, qui participe aux institutions urbaines et à l’État, pourrait éventuellement

modifier cette situation, car cela permettrait une pratique réelle de la langue dans ces situations. Cela présuppose le renforcement des institutions locales (scientifiques, littéraires, juridiques et autres) et un processus massif de scolarisation qui ait une portée populaire. Mais cela soulève la nécessité d'élaborer une norme écrite, puisque le guarani de la société paraguayenne, jusqu'à nos jours, a fonctionné comme langue orale, tâche qui exige, entre autres choses, des efforts politiques et économiques, à long et moyen terme, pour réaliser des descriptions spécialisées du guarani et élaborer ainsi les *instruments linguistiques* (Auroux 1992) nécessaires à sa normalisation, comme des grammaires et des dictionnaires monolingues, sans parler du matériel didactique.

Mais la politique linguistique actuelle ne se base pas sur le guarani de la société paraguayenne, mais sur une langue différente. Outre ce fait, les responsables de cette tâche assument un discours dépréciatif très répandu dans la société, qui exclut et déprécie la langue du peuple – le guarani "réel" et même le castillan –, considérée comme un « mélange laid », « barbare » et « impur » :

d) le discours. De nature ouverte et libre, le discours ne sera normalisé que par rapport à une certaine pragmatique et didactique d'usage de la langue pour les fins adéquats. [...] Ce qui conspire contre toute politique et normalisation est le discours absurde dans lequel s'exprime le manque de maîtrise. La question du 'bon goût' dans l'exercice de la langue, aussi bien chez qui la parle que chez qui l'écoute, est encore très pertinente. (CNB 1997 : 73)

Un sentiment de mauvaise conscience face au guarani réel est de nos jours amplement répandu parmi ceux qui le parlent, en raison de son "impureté et incorrection". [...] La conscience de ce que le guarani paraguayen est un *jopara* laid ne date pas d'hier, mais augmente, et il y a des motifs pour cela, avec l'avalanche de barbarismes que la vie moderne y a introduits. (Melià 1992 : 178)

La dépréciation passe d'ailleurs de la langue à ceux qui la parlent, et qui sont traités d'*incompétents*, comme dans ce commentaire sur le *jopara* :

Il s'agit d'un parler si circonstanciel, sujet à la compétence – ou à l'incompétence – de chaque individu, qu'il déconcerte ceux qui prétendent tracer son profil. (Melià 1992 : 184)

Les textes relatifs à la nouvelle politique linguistique analysés ici reproduisent en de nombreux passages une définition de l'identité nationale et culturelle comme entité fixe, tantôt en l'associant "essentiellement" au guarani, tantôt à l'idée d'une nation "bilingue", mais dans les deux cas, en faisant référence à un espagnol et à un guarani idéalisés, excluant aussi bien ceux qui parlent ces langues (parce qu'ils les parlent "mal"), que ceux qui ne les parlent pas. Cette contradiction se retrouve même dans le texte constitutionnel. L'article 140 commence par définir le Paraguay comme un pays *multi-culturel* et (mais) *bi-lingue* :

Des langues

Article 140. Le Paraguay est un pays multiculturel et bilingue. Ses langues officielles sont le castillan et le guarani. La loi établira les modalités d'utilisation de l'un et de l'autre. [...]

La ligne suivante contredit cette affirmation de bilinguisme, car elle reconnaît qu'existent sur le territoire paraguayen d'autres langues, auxquelles est attribué le statut de "patrimoine culturel" :

[...] Les langues indigènes, ainsi que celles des autres minorités, font partie du patrimoine culturel de la nation.

Les programmes d'étude ne reprennent pas ce lapsus et parlent de *multilinguisme*, mais sans mentionner d'autre langue; ils se contredisent également quand ils affirment, dans l'un des exercices, que « les Paraguayens communiquent en guarani », – ce qui exclut de la société nationale ceux qui ne le parlent pas. Dans certains discours, cette exclusion acquiert un ton plus explicitement xénophobe. C'est le cas dans le document suivant, de la CNB, où le portugais et le coréen sont considérés comme des « dangers » pour la « paix communautaire » et pour la « préservation de l'identité culturelle » :

D'un côté, le portugais sera exigé pour les futures demandes de travail; de l'autre, il représente un certain "danger" [...] pour la préservation de notre identité culturelle. (CNB 1997 : 73) (nous soulignons)

La politique linguistique orientera, stimulera et éventuellement déterminera l'usage d'une autre langue. Une politique linguistique pourrait exiger, par exemple, pour le bien de la communauté linguistique, que les plaques écrites en coréen soient traduites en guarani ou en castillan, afin de ne pas créer

d'enclaves d'incompréhensibilité, *si dangereuses pour la coexistence et la paix communautaire*. (CNB 1997 : 71) (nous soulignons)

Seule une vision de l'identité nationale et culturelle comme quelque chose de fixe, de statique, peut considérer les changements produits par l'inclusion dans la société de nouveaux groupes culturels comme une « menace » pour son « intégrité » et sa « préservation ». Ainsi, les groupes nouveaux ne se voient pas attribuer le même droit de faire partie de l'« identité » de la société, ni de conserver et de cultiver leur langue à l'instar de ceux qui parlent le guarani ou l'espagnol.

Après pratiquement cinq siècles d'histoire, la seule reconnaissance légitime pour le Paraguayen continue à être son identification au colonisateur espagnol, à travers l'idée d'un castillan *pur*, lequel, il convient de le rappeler, a pourtant été un « laid latin vulgaire mal parlé » et « mélangé » à d'autres langues (l'arabe, entre autres); ou bien son identification à l'Indien, surtout l'Indien des missionnaires des XVII^e et XVIII^e siècles, à travers le *guaranieta* [“guarani authentique”] cette langue que les jésuites ont créée et normalisée pour le soumettre. La construction d'un lieu possible d'identification pour les Paraguayens “réels”, qui forment la société nationale paraguayenne, et qui sont d'origine métisse, indienne ou, plus récemment, coréenne, allemande, japonaise ou brésilienne entre autres, est une tâche à laquelle on devrait commencer à penser, si l'on cherche vraiment à construire une société juste et tolérante.

Notre but ici n'a pas été de proposer des mesures concrètes, mais plutôt de préciser, à partir d'une vision historique du problème, certains paramètres qui, à notre avis, devraient guider toute politique concernant la relation entre langue (culture), État et société nationale.

Un premier point fondamental est de reconnaître que la prétendue “identité culturelle” d'une société n'est pas une entité close, homogène et statique. De notre point de vue, il existe des processus d'identification hétérogènes, contradictoires, qui sont en mouvement et en reformulation continus. Il est ainsi important de reconnaître que l'idée d'une société monolingue guarani, ou bilingue guarani – espagnol, ne correspond pas à la réalité paraguayenne : la société actuelle parle aussi allemand, *platt deutsch*, portugais, coréen, etc., et des langues indigènes préhispaniques qui n'ont jamais cessé d'être pratiquées.

Les politiques publiques doivent reconnaître cette diversité pour que l'État puisse gérer les conflits existants et offrir des conditions justes aux différents groupes, exerçant ainsi son rôle d'administrateur du bien public, du bien commun de la société. C'est d'autant plus important que les relations socioculturelles sont des relations politiques et, donc, contradictoires, tendues et très souvent violentes (comme peuvent l'être, par exemple, et pour divers motifs, les relations de certains avec les Indiens ou les personnes d'origine brésilienne vivant sur la frontière, connus comme "brésiguayens").

Néanmoins, le fait que l'État accueille la diversité de langues sur son territoire ne signifie pas qu'il doive les inclure toutes dans son appareil juridico-administratif, ni même que toutes doivent être officielles. Il ne faut pas confondre le « respect de la différence » dans une société – à commencer par la juste revendication des groupes exclus – avec la nécessité pour l'État d'adopter une langue écrite sur laquelle il base le système juridique et l'administration publique, langue que tous les citoyens, de toute origine, doivent (également) connaître, afin de pouvoir participer à la vie institutionnelle.

Autrement dit, l'État ne pourra jamais (y compris pour des raisons techniques) incorporer dans son appareil toute la diversité linguistico-culturelle et les changements continuels qui caractérisent la société, ce qui ne l'exempte pas de l'obligation de les administrer pour promouvoir la tolérance et la justice sociale. Reconnaître la non-coïncidence de l'État avec la société nationale, toujours hétérogène et en mouvement, est le deuxième point fondamental qui, à nos yeux, doit guider les politiques linguistiques et culturelles. Il faut donc écarter la prétention à la coïncidence, à l'homogénéité, à l'identité entre l'État et la société qui est justement la base de l'idée de l'État *total* élaborée au début du XX^e siècle par des idéologues fascistes et qui a inspiré le développement de plusieurs nationalismes dogmatiques et xénophobes (voir Faye 1972).

Malgré tout, la situation du guarani dans la société paraguayenne est très particulière, puisque c'est la langue de la grande majorité. Son exclusion des institutions de l'État constitue un symptôme patent d'exclusion sociale, résultat de siècles d'histoire coloniale et néo-coloniale, pendant lesquels les langues indigènes ont été considérées

comme "inférieures" – dans un premier temps, parce qu'elles étaient « incapables » d'exprimer la « véritable religion »; plus tard, en raison de leur « incapacité » à exprimer une « culture civilisée », « évoluée », « rationnelle », « moderne ».

Dans les conditions historiques actuelles, faut-il faire du guarani une langue d'État, en l'incluant par la loi dans les institutions? Est-ce le meilleur chemin pour réparer cette situation? Pour les motifs que nous avons exposés, ce "geste" peut non seulement être inefficace en créant une langue artificielle; il peut de plus ne pas avoir l'effet populaire et revendicatif désiré.

Pour ce qui est de la politique linguistique, il nous semble qu'il faut distinguer nettement l'officialisation de la langue qui, tout au moins pour l'instant, rencontre des difficultés insurmontables, et l'adoption de mesures d'encouragement à son développement (entre autres, l'alphabétisation) mesures qui pourraient être efficaces et sans lesquelles, de toute manière, il est impossible de penser à créer une langue institutionnelle. Pourtant, il faut comprendre que l'alphabétisation peut éventuellement être une revendication valable pour d'autres groupes culturels. Il faut alors évaluer les ressources économiques dont l'État dispose pour les soutenir de manière conséquente, en permettant la formation de professeurs compétents, l'élaboration de matériel adéquat, etc.; ce qui, dans le cas du guarani, se heurte au problème crucial de la langue et de la norme écrite.

Sur ce point, le fait d'adopter et d'enseigner dans les écoles une langue comme le guarani ne signifie pas *per se* que l'éducation soit populaire : cela dépendra de la conception de la langue et de la société assumée par l'État.

Il faut également considérer que, historiquement, si le colonisateur a imposé sa langue à l'Indien pour le dominer, quand les circonstances l'ont exigé, il lui a fallu apprendre celle de l'Indien pour arriver à ses fins. Cela a été le cas dans la région du Paraguay, où la société locale a été dominée dans sa propre langue¹⁴, adoptée par

14. Cela a été le cas au moins de la société guarani, dont la langue a servi à dominer également les autres sociétés indigènes locales qui parlaient d'autres langues. Nous retrouvons une situation semblable dans quelques régions du Brésil, où le tupi a fonctionné comme *langue générale* et a été adopté par les *bandeirantes*, chasseurs d'esclaves,

l'encomendero (le colonisateur propriétaire de terres et d'Indiens) et par ses descendants, ce qui a fait du guarani une langue parlée également par l'élite, même si elle est restée une langue familière et du cadre familial – restriction qui renvoie à l'exclusion coloniale.

Néanmoins, l'existence d'une écriture et d'une norme n'est pas non plus nécessairement le signe que ces restrictions colonialistes aient été surmontées. Si nous observons à nouveau l'histoire, nous voyons que la *grammatisation* massive des langues de peuples des différentes régions du monde, opérée à partir du modèle latin, a constitué une *révolution technologique* sans laquelle la domination européenne – à partir de la grande expansion du XVI^e siècle – n'aurait pu être possible (Auroux 1992). La confection de grammaires, la normalisation des langues, l'élaboration d'une écriture, ont fonctionné dans le contexte colonial comme un instrument de connaissance et de maîtrise des langues des peuples envahis, fondamental pour leur soumission. La normalisation du guarani, du tupi et d'autres langues indigènes a ainsi contribué à la domination des Indiens – au-delà des contradictions et des disputes internes au système colonial entre la couronne et d'autres secteurs, laïcs ou religieux.

Voilà pourquoi, quand on adopte des mesures par rapport au guarani, il faut avoir une vision claire pour ne pas reproduire des préjugés par des voies peut-être différentes. La vision actuelle qui considère que la langue du peuple est *inférieure* ne fait déjà plus référence au guarani des Indiens du passé, mais à celui des Paraguayens d'aujourd'hui (le *jopara*). Cette vision de la langue et de la société qui la parle n'est pas sous certains aspects très différente de celle qui, dans le passé, a justifié la domination coloniale; elle justifie toujours la *mise sous tutelle* du peuple. Ainsi, une politique populaire et tolérante ne saurait méconnaître la langue parlée par la société. Elle devrait plutôt créer les conditions nécessaires pour que ceux qui la parlent la développent, sans reproduire les mécanismes dogmatiques et excluants,

et leurs descendants, situation qui existait encore aux débuts du XIX^e siècle, selon les témoignages éloquentes de Paulistes qui allaient dans le nord – Olinda ou Recife, par exemple – et qui avaient besoin d'interprètes parce qu'ils ne parlaient ni ne comprenaient le portugais.

qui ont été signalés aussi bien pour le guarani et l'espagnol que pour d'autres langues comme le coréen, le portugais, entre autres.

Non seulement l'État devrait créer une école de qualité, à laquelle toute la population aurait accès, mais encore la politique scolaire d'alphabétisation devrait nécessairement s'accompagner de l'étude spécialisée de la langue parlée au Paraguay et de ses variétés (qui ne sont pratiquement pas étudiées), et de l'encouragement à la production écrite (littéraire, de périodiques, etc.). C'est le seul moyen de développer la langue par la société qui la parle, ce qui pourrait servir de base à sa normalisation, permettant que le guarani cesse d'être perçu comme un « mélange laid et impur ». D'ailleurs, toutes les langues sont des "mélanges"; l'idée de "langue pure" est aussi irréaliste du point de vue scientifique que celle de "race pure" et elles ont une filiation idéologique commune.

Cette étude de la situation spécifique du guarani peut contribuer à déterminer les effets de la réalité urbaine actuelle sur le phénomène du (multi) linguisme en général, et en particulier sur le fonctionnement des langues minoritaires, en soulignant certaines équivoques qui subsistent encore quand il s'agit de surmonter l'exclusion dont elles ont été l'objet.

Traduction de Alain François

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- AUROUX Sylvain (1992) – *A Revolução Tecnológica da Gramatização*. Campinas, Unicamp.
- CORVALÁN Graziella (1996) – « Los dilemas del bilingüismo en el Paraguay », *Acción*, 168, octobre.
- FAYE Jean-Pierre (1972) – *Théorie du récit. Introduction aux "Langages totalitaires"*. Paris, Herman.
- GARVIN Paul L. et Madeleine MATHIOT (1982 [1956]) – « La urbanización del idioma guaraní. Problema de lengua y cultura » in Graziella Corvalán y Germán de Granda (dir.). 1982. *Sociedad y lengua : bilingüismo en el Paraguay*. Asunción, CPES, vol. I. : 27-41 (Première édition en anglais en 1956).

MELIÀ Barthomeu (1982) – « Hacia una “tercera lengua” en el Paraguay » in Graziella Corvalán y Germán de Granda (dir.). 1982. *Sociedad y lengua : bilingüismo en el Paraguay*. Asunción, CPES, vol. I : 107-168.

— (1992) – *La lengua guaraní del Paraguay*. Madrid, MAPFRE.

— (1995) – *Elogio de la lengua guaraní. Contextos para una educación bilingüe en el Paraguay*. Asunción, CEPAG.

— (1996) – « Bilingüismo y escritura », *Acción*, 168, Octubre.

ORLANDI Eni P. (1999) – « N/O Limiar da Cidade », *Rua*, Número Especial. Campinas, Nudecri/UNICAMP.

— (2001) – « Tralhas e troços : O Flagrante Urbano », in Eni P. Orlandi (dir.), *Cidade Atravessada : Os Sentidos Públicos no Espaço Urbano*. Campinas, Labeurb/Pontes.

PÊCHEUX Michel (1975) – *Les vérités de la Palice*. Paris, Maspero.

RODRÍGUEZ ALCALÁ, Carolina (2000) – *Língua, Nação e Nacionalismo : Um Estudo sobre o Guarani no Paraguai*. Thèse de doctorat soutenue au Département de Linguistique de l'Institut d'Études du Langage de l'Universidade Estadual de Campinas- UNICAMP, Brasil, en juin 2000.

— (2001a) – « Terminologie sociolinguistique et nationalisme : analyse des analyses du statut actuel de la langue guarani au Paraguay » in Bernard Colombat et Marie Savelli, *Métalangage et terminologie linguistique. Orbis/Supplementa*. Louvain, Peeters : 871-885. Traduction en portugais in ORLANDI, E. (dir.). 2001. *História das Idéias Lingüísticas*. Campinas : Pontes/Unemat.

— (2001b) – « O Sentido Público no Espaço Urbano : A Questão da Língua », *Relatos 7*. Bulletin du Projet *Histoire des Idées Linguistiques* (Accord de Cooperation Internacional Capes/Cofecub). Campinas, Unicamp.

— (2001c) – « A Língua Urbana : O Guarani no Espaço Público da Cidade » in Eni P. Orlandi (dir.), *Cidade Atravessada : Os Sentidos Públicos no Espaço Urbano*. Campinas, Labeurb/Pontes.

ROLNIK Raquel (1994) – *O quê é Cidade?* São Paulo, Brasiliense.

RONA José Pedro (1975- [1966]) – « The Social and Cultural Status of Guarani in Paraguay » in William Bright (dir.), *Sociolinguistics. Proceedings of the UCLA Sociolinguistics Conference, 1964*. The Hague, Mouton (3ª edição) : 277-298 (1ª ed. en 1966).

RUBIN Joan (1968) – *National Bilingualism in Paraguay*. La Haye, Mouton. Trad., *Bilingüismo nacional en el Paraguay*. México, Instituto Indigenista Interamericano, 1974.

SENNETT Richard (1987) – *O Declínio do Homem Público*. São Paulo, Companhia das Letras.

Documents :

CIDSEP-UC (1996) – « Ley que normaliza el uso del guaraní como idioma oficial » in COMISIÓN NACIONAL DE BILINGÜISMO, *Ñane ñe'ê. Paraguái Bilingüe. Políticas lingüísticas y educación bilingüe*. Asunción, Fundación en Alianza/MEC, 1997.

COMISIÓN NACIONAL DE BILINGÜISMO (1997) – *Ñane ñe'ê. Paraguái Bilingüe. Políticas lingüísticas y educación bilingüe*. Asunción, Fundación en Alianza/MEC.

CONSTITUCIÓN DE LA REPÚBLICA DEL PARAGUAY (1992)

DIRECCIÓN GENERAL DE ESTADÍSTICAS Y CENSOS (1996) – « Paraguay plurilingüe », *Acción. Revista Paraguaya de Reflexión y Diálogo*, 168, Octubre.

MINISTERIO DE EDUCACIÓN Y CULTO (1981) – *Educación bilingüe en el Paraguay*. Asunción, MEC.

MINISTERIO DE EDUCACIÓN Y CULTO. Subsecretaría de Estado de Educación. Departamento de Curriculum (1993) – *La reforma educativa en el aula. Delineamientos curriculares. Educación inicial - Educación escolar básica*. Asunción, MEC.

— (1994) – *Programa de estudio. Segundo grado. Educación escolar básica*. Asunción, MEC.

— (1994) – *Programa de estudio. Tercer grado. Educación escolar básica*. Asunción, MEC.

— (1994) – *Programa de estudio. Cuarto grado. Educación escolar básica*. Asunción, MEC.

— (1994) – *Programa de estudio. Quinto grado. Educación escolar básica*. Asunción, MEC.

— (1994) – *Programa de estudio. Sexto grado. Educación escolar básica*. Asunción, MEC.